

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 305
LE NUMERO : 2,50 F
20 FB - 1 FS
24 janv. au 7 fév. 1980

L'ensemble du monde capitaliste est responsable de la guerre

« On peut dire que l'avant-guerre a commencé », écrivions-nous il y a deux ans dans une étude de l'évolution des rapports inter-impérialistes (voir Le Prolétaire n° 255 et 256). Nous ne voulions pas dire par là que la troisième guerre impérialiste était imminente, mais que la situation générale de l'ensemble du monde capitaliste avait qualitativement changé et qu'il se dirigeait désormais directement vers le déclenchement de ce troisième conflit mondial. Nous soulignons aussi qu'il ne s'agissait pas seulement de la crise et des antagonismes économiques croissants, mais que « le tournant objectif de la situation mondiale est bien passé dans la politique subjective des grands Etats, dans leur comportement stra-

tégique ». Les récents événements ne confirment que trop cette analyse et tous les dirigeants bourgeois, du Pape à Giscard et de Deng Xiaoping à Carter, parlent aujourd'hui ouvertement de la menace de guerre. Quant aux Russes, ils sont déjà passés à l'action. Alors que les USA ont évité pour le moment l'intervention directe en Iran malgré toutes les « provocations » de la « révolution islamique », l'URSS, elle, pour toutes les raisons que nous avons rappelées dans notre dernier numéro, s'est engagée dans une véritable guerre coloniale qui fait partie de sa stratégie d'opposition au bloc contrôlé par l'Amérique.

Les raisons de cette agressivité plus grande de sa part, nous les analysons en 1977 : « Alors que la zone soumise à l'impérialisme américain exerce à l'Est des pressions de plus en plus insoutenables d'origine directement économique (mais qui se répercutent aussi sur le plan militaire), l'impérialisme russe, mû par la dialectique de son retard économique relatif, exerce de son côté sur l'Ouest une pression directement militaire accentuée. Et ceci dans un jeu international modifié, un jeu qui a cessé d'être bipolaire pour devenir multipolaire, avec la renaissance des impérialismes européen et japonais et avec l'apparition en Asie de la jeune

puissance chinoise ». Ainsi, en montrant qu'« il est indubitable que la politique de Carter est une politique de guerre » contre la Russie, on montrait aussi qu'une fois de plus « c'est le plus puissant, l'Amérique qui pousse le plus faible à l'agression ».

En réalité, les marxistes ont démonté dès 1914 les mystifications de la distinction subtile entre Etats bourgeois « agresseurs » et « agressés ». C'est l'ensemble du monde capitaliste, l'ensemble des Etats impérialistes, qui est responsable de la guerre, bien que, formellement, l'impéria-

(suite page 2)

DANS CE NUMERO

- Les positions du PCF et de l'extrême gauche sur l'Afghanistan
- Les bases de l'agitation régionaliste
- Trente ans de capitalisme réel en RDA
- La jeunesse dans la lutte actuelle contre le militarisme
- « Front unique » ; Méthodes de classe
- Interventions du Parti : Italie, Garges.

Austérité au grand galop pour les travailleurs

A la fin de chaque année la bourgeoisie fait ses comptes. Comme pour les années précédentes ils sont bons. Pour elle. Les profits, qui étaient de 290 milliards de francs en 1978, sont passés à 326 milliards en 1979 (en francs courants), soit une augmentation de 12,5 % (voir la publication de l'INSEE, *Tendance de la conjoncture*, n° 11, 15 novembre 1979). Grâce à la soumission totale des directions syndicales collaborationnistes à l'intérêt national, le plan Barre dont le but est précisément de diminuer les salaires continue de porter ses fruits. Du fait en particulier des relèvements des cotisations de Sécurité sociale, qui ont eu lieu en janvier et en août, le pouvoir d'achat des travailleurs a officiellement diminué pour la deuxième année consécutive. Alors que les prix ont augmenté cette année de 11,3 %, le revenu mensuel net ouvrier n'a progressé dans la région parisienne que de 7,4 % pour le célibataire et de 9,8 % pour le père de cinq enfants, ce qui fait une amputation du pouvoir d'achat de 3,9 % pour le premier et de 1,7 % pour le second.

Selon la théorie capitaliste, les profits permettent de dégager des investissements qui permettent eux-mêmes de créer des emplois. La réalité est différente. Même quand elle investit, la bourgeoisie le fait non pas pour créer des emplois mais pour augmenter la productivité de l'appareil de production, ce qui se traduit par une diminution des emplois. De 1974 à

(suite page 6)

Corse, Bretagne...

Les bases de l'agitation régionaliste

Derrière les mouvements de colère qui agitent désormais périodiquement la Corse, d'Aléria à Bastelica, comme derrière les mouvements se donnant le drapeau de la libération de la Corse, de la Bretagne ou autres, qu'y a-t-il ?

Il y a la fin de l'expropriation de la paysannerie, mais à une heure où l'industrie est en crise et où le chômage devient un compagnon de vie de la grande masse des familles prolétariennes. Il y a que ce chômage est encore aggravé par l'effondrement de toutes les petites industries locales. Il y a l'abandon dans lequel l'Etat laisse les régions périphériques, en particulier celles qui sont impropres à la grande agriculture capitaliste et qu'il livre au tourisme.

Il y a la colère des « vieux » qui voulaient « retourner au pays » après une vie de travail et n'y trouvent que des conditions d'existence terriblement dégradées. Il y a la révolte des jeunes qui, ne trouvant pas de travail ailleurs, préfèrent encore rester sur place pour bénéficier des réseaux familiaux. Ajoutez à cela les tracasseries permanentes d'une bureaucratie d'Etat sur laquelle la population n'a aucune prise, et qui est absolument sourde aux besoins les plus élémentaires de la vie sociale et collective locale. Vous ne trouverez somme toute dans cette énumération que les manifestations logiques, inéluctables, des lois du capitalisme : la concentration qui désertifie les régions

(suite page 2)

L'ex-extrême-gauche et l'Afghanistan

A chacun son « ennemi principal »

La préparation de la guerre et celle de la révolution sont deux voies qui se repoussent réciproquement et se construisent l'une contre l'autre. La guerre entre marchands d'esclaves pour le repartage du monde est une guerre contre les esclaves. Elle ne peut être combattue victorieusement que par leur émancipation. C'est pourquoi l'attitude fondamentale de l'opportunisme devant la maturation des antagonismes mondiaux et de classe qui ouvrent cycliquement « l'ère des guerres et des

Le procédé est bien connu : la classe ouvrière, qui, d'après *Le Manifeste*, n'a que ses chaînes à perdre, aurait toujours, selon l'opportunisme, quelque chose à défendre en commun avec telle ou telle fraction des classes dominantes, et donc des alliés possibles dans la lutte, même armée, non pour la révolution, mais pour des conditions prétendument plus favorables, à conquérir préalablement contre l'ennemi baptisé *principal*, et considéré

comme le responsable essentiel d'une situation qui est en réalité créée par l'ensemble des rapports de production mondiaux.

Nous nous arrêtons ici à deux positions particulièrement significatives prises à l'occasion de l'intervention de l'URSS en Afghanistan, positions qui, dans leur apparente opposition convergent à cette œuvre néfaste.

Le PCML « défend » l'impérialisme occidental

La déclaration du Comité Central du PCML, *Halte aux préparatifs de guerre de l'URSS ! (L'Humanité Rouge du 9-23 janvier 1980)* a l'avantage de proclamer que l'invasion russe s'inscrit dans le processus qui mène à une troisième guerre mondiale. Mais la « responsabilité » n'en est pas attribuée au capitalisme mais à

l'URSS : « L'URSS a l'initiative dans cette course aux armements [...]. En occupant maintenant l'Afghanistan, l'URSS cherche à renforcer son avantage militaire. En multipliant ainsi les agressions, elle crée les conditions du déclenchement dans les années à venir de la troisième guerre mondiale ». Qui est menacé, le prolé-

riat et les masses laborieuses ? Pas du tout ! C'est... la paix (impérialiste), à côté de ces autres biens inestimables que sont l'indépendance et la liberté des pays impérialistes : « La décennie qui s'ouvre est lourde de graves menaces pour la paix, l'indépendance des pays européens, et la liberté de leurs peuples ». Pas étonnant que le PCML ne signale pas le rôle de police sociale que l'URSS remplit dans cette aire avec l'assentiment implicite de l'ordre établi international (1).

(1) Ce rôle de police sociale est d'ailleurs bien indiqué par l'Humanité elle-même : « Il semble évident que si le coup d'arrêt n'avait pas été donné, l'Afghanistan aurait sombré dans la guerre étrangère et la guerre civile. Les conséquences en auraient été incalculables pour la paix dans toute la région et pour la paix mondiale » (14-1-80).

(suite page 3)

Cynisme capitaliste

Les Echos du 18 janvier 1980 se demandent si les prévisions pessimistes des experts quant à l'avenir de l'économie ne vont pas être bouleversées par la tension internationale : « Les menaces que l'intervention soviétique en Afghanistan font planer sur la paix mondiale pourraient avoir un effet bénéfique : l'économie occidentale évitera peut-être en 1980 la récession ou la stagnation annoncée par les experts internationaux ».

Certes, l'organe patronal se retient pour ne pas laisser éclater trop ouvertement sa joie. Mais il souligne que « le président Carter n'a plus d'autre choix (...) que d'accroître l'effort d'armement » et montre qu'il s'agit d'« une initiative appelée à avoir des effets comparables à ce qui s'était produit en 1940 (seule la préparation de la guerre avait pu sortir l'Amérique de la dépression commencée en 1929), en 1950-51, pendant la guerre de Corée, et dans les années 1960, lors du conflit du Vietnam ».

Pourtant, il ne s'agit pour l'instant que d'une augmentation relativement modeste du budget de la Défense, 5 % environ par an en valeur réelle ; mais cela suffirait à le faire passer de 123,6 milliards de dollars à quelque 240 milliards en 1985-86, et provoquer une hausse appréciable de la croissance économique. Dans tous les pays, d'ailleurs, les bourgeois ne s'y sont pas trompés : les valeurs militaires ont connu un joli boom en bourse.

La bourgeoisie avoue ainsi cyniquement qu'aujourd'hui, comme hier et comme demain, la seule solution à la crise est la préparation de la guerre, et qu'elle espère bien tirer de celle-ci des profits substantiels. Au « coup de fouet » pour l'économie capitaliste, à l'Ouest comme à l'Est, le prolétariat ne peut donner qu'une seule réponse : se préparer à donner le grand coup de balai qui lui permettra d'en finir avec elle !

**Lecteurs, sympathisants,
aidez au développement
international
de la presse du Parti !
Souscrivez !**

L'ensemble du monde capitaliste...

(suite de a page 1)

lisme moins fort mais en ascension se présente comme plus agressif que l'impérialisme dominant. Depuis, le resserrement des liens économiques impérialistes et les progrès de la technique militaire ont rendu encore plus illusoire la distinction entre conquête et défense. Dans une terre toujours plus petite, lieu d'antagonismes toujours croissants, le moindre mouvement de l'un est forcément ressenti par l'autre comme une agression.

Si tout le monde commence à parler ouvertement de la troisième guerre impérialiste, tout le monde sait aussi qu'elle n'est pas encore mûre, qu'elle n'est pas encore directement à l'ordre du jour. Certains en ont conclu que les politiciens bourgeois n'agitaient la menace de guerre que pour des raisons intéressées et souvent électorales. Ainsi, les démocrates français n'ont voulu voir dans le discours de fin d'année de Giscard qu'une campagne pour les présidentielles. Certes, cet aspect existe. Sans doute un Carter essaie aussi de tirer avantage de l'aggravation des tensions internationales pour assurer sa position personnelle. Et on ne s'étonnera pas de voir le Pape brandir la menace de la guerre atomique à la place d'un Enfer qui ne fait plus peur aux enfants, afin de racoler pour son Eglise.

On a vu mieux : les dirigeants yougoslaves profitent de l'intervention russe en Afghanistan pour agiter la menace d'une invasion de leur pays, et réaliser ainsi une mobilisation populaire au moment où la mort de Tito risque d'être le détonateur d'une situation intérieure explosive. Ici, il s'agit déjà d'un jeu plus sérieux qu'une propagande personnelle, et en fait toutes les bourgeoisies utilisent la menace de guerre pour appeler les prolétaires à la « sagesse », c'est-à-dire à la soumission non seulement passive mais active aux impératifs de la solidarité nationale et de la défense de la nation sur

tous les plans. Tout de suite, évidemment, mais aussi demain.

Car si la guerre n'est pas imminente, la bourgeoisie sait, elle aussi, que sa société s'y dirige inéluctablement, par un processus objectif qu'elle ne peut pas maîtriser mais qui la détermine. Elle le sait, elle s'y prépare, et elle essaie d'y préparer le prolétariat. Elle s'y prépare matériellement et idéologiquement, militairement et diplomatiquement, économiquement et politiquement.

Seuls des innocents peuvent croire, d'une part que la bourgeoisie « veut » la guerre à tout moment, et d'autre part qu'elle « peut » la déclencher n'importe quand. Seuls des naïfs incurables peuvent tirer du fait que la guerre n'éclate pas aujourd'hui l'idée que c'est la force du prolétariat qui empêche la bourgeoisie de s'y lancer.

Effectivement, le prolétariat n'est pas prêt aujourd'hui pour la guerre. Mais ce n'est pas parce qu'il est fort. Il subit encore si bien les conséquences de 50 ans de contre-révolution et de collaboration de classe, qu'il n'arrive même pas encore à opposer une résistance efficace à l'offensive capitaliste qui, dans le monde entier, augmente son exploitation et son oppression ; qu'il en est encore aux premières manifestations sporadiques d'un retour aux positions de classe et d'organisation indépendante. Il n'est pas prêt pour la guerre parce qu'il n'y a pas été préparé, parce que la question ne semblait pas se poser, et en effet ne se posait qu'à long terme.

Les Etats bourgeois, eux non plus, ne sont pas prêts aujourd'hui pour une guerre mondiale. Mais, justement, ils commencent à s'y préparer sérieusement. Ils se préoccupent du contrôle des sources de matières premières et des voies de communication ; ils lancent des programmes d'armement qui ne correspondent plus simplement à la « dissuasion », mais

visent à l'efficacité tactique ; ils tentent de systématiser les alliances, les blocs et les fronts futurs ; ils resserrent le contrôle sur leurs zones d'influence respectives, de l'Afrique centrale au Nicaragua, du Proche-Orient à l'Afghanistan ; ils développent leurs corps d'intervention, leurs bases et leur présence navale. Et ils commencent le dressage belliciste du prolétariat.

Chaque impérialisme s'affirme épris de paix, de démocratie, de liberté et de progrès sinon de « socialisme ». Chacun dénonce les méfaits et les crimes de l'autre — qui ne sont que trop réels ! — pour justifier sa propre agressivité camouflée en « défensive ». Chacun rejette sur l'autre la faute des rivalités, des tensions et des conflits, le rend d'avance responsable de la guerre qui vient. Chacun mobilise psychologiquement et politiquement contre l'autre, pour pouvoir mobiliser militairement demain. Chaque Etat bourgeois essaie d'obtenir l'adhésion de ses prolétaires à ses intérêts impérialistes particuliers, et tous essaient solidement de les tenir solidement assujettis.

Si la troisième guerre impérialiste n'est pas pour tout de suite, la bourgeoisie commence déjà à s'organiser pour elle. Le prolétariat doit lui aussi s'y préparer, à sa façon : il doit se préparer à la transformer en guerre civile et à en faire le signal de la révolution prolétarienne.

Pour cela, il faut mener dès aujourd'hui la lutte la plus intransigeante contre le militarisme bourgeois et les justifications de préparatifs guerriers dans tous les camps, contre la doctrine de la défense nationale des Etats bourgeois accomplis — et à plus forte raison, impérialistes — contre le chauvinisme et le pacifisme social. Il faut dès aujourd'hui mener campagne pour le défaitisme révolutionnaire et l'union internationale des prolétaires par-dessus les frontières, pour la révolution, la dictature rouge et le communisme.

Les bases de l'agitation régionaliste

(suite de a page 1)

périphériques, l'oppression bureaucratique de l'Etat qui semble toujours être davantage au-dessus de la société qu'il écrase de son poids grandissant, les conséquences ravageuses de la crise économique, qui frappe d'abord et plus gravement les secteurs et les régions économiquement les plus faibles.

Derrière les mouvements de colère « régionaux » qui ont touché toutes les couches « populaires », il y a donc au fond la révolte contre les conséquences barbares du capitalisme lui-même, contre la misère qu'il provoque, l'oppression dont il se nourrit. Cependant cette réaction apparaît d'abord dans des régions où existent précisément encore des restes de traditions locales, de langues et de coutumes particulières, souvent stupidement humiliées par la bureaucratie d'Etat, qui prend ses décrets chipotant dans le moindre détail de la vie sociale pour le fin du fin de la civilisation. De plus il n'existe pas encore de façon continue et à vaste échelle un mouvement prolétarien susceptible de séparer les intérêts de la classe ouvrière de ceux des autres classes, et de lier résolument une résistance efficace contre les attaques du capital, en particulier une défense résolue des chômeurs, une lutte contre les conséquences de l'expropriation dont sont victimes les petits paysans, à une perspective révolutionnaire de destruction de la racine des maux supportés par les classes exploitées et pauvres. Au contraire, ces réactions sont nées dans une ambiance politique où la scène internationale était tenue par les mouvements d'indépendance et de libération nationale, qui avaient évidemment un tout autre contenu mais qui pouvaient aider à fournir une idéologie à ces réactions.

Combinez toutes ces conditions et il est possible de comprendre que les mouvements autonomistes et régionalistes opposent de façon réactionnaire la région ou la « nationalité » à l'Etat central, qu'ils s'imaginent combattre les effets du capitalisme en rêvant d'un impossible sous-capitalisme régional, qu'ils pensent lutter contre l'oppression bureaucratique de l'Etat en dénonçant tout centralisme, qu'il s'appuient sur la « culture locale commune », bien souvent artificiellement ravivée comme dans le cas de l'Occitanie, pour prêcher un interclassisme à tout crin.

Ceci explique largement pourquoi ces mouvements sont prêts à tomber dans tous les pièges des promesses réformistes de plans régionaux de développement, d'autonomie locale et d'autogestion, prodiguées à l'envie par la démagogie bourgeoise et petite-bourgeoise, même d'extrême-gauche. Il n'est cependant pas indifférent de noter que dans la France « jacobine » (s'il vous plaît !) aveuglée par l'idée que toute autonomie serait un accroc au principe centralisateur et à l'« unité de la nation », même l'opposition a du mal à se prononcer pour un minimum de pseudo-autonomie régionale ou locale dont les exemples allemand, italien, espagnol et autres ne manquent pourtant pas de démontrer qu'elle est au contraire un moyen supplémentaire de corruption et d'intégration des réactions locales à la marche centralisée du capital et à sa dictature.

Ceci dit, les courants régionalistes, autonomistes et autres peuvent bien être laissés sur la touche, étant donné l'absurdité réformiste petite-bourgeoise et réactionnaire de leur programme, même lorsqu'ils revendiquent la violence. Les causes de la révolte qui les suscitent et à laquelle ils donnent une expression dé-

formée et impuissante subsisteront et devront encore s'aggraver, tant que précisément le prolétariat ne sera pas en mesure de trancher les nœuds de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

C'est toute cette perspective qu'il faut avoir présente à l'esprit pour comprendre la brutalité de la répression policière. Plus que de rigidité « jacobine » devant des réactions localistes, il s'agit d'une réponse de principe, de l'intimidation et de la tentative de briser toute tentative de réaction sociale, que toute l'armada des partis démocratiques ont de leur côté pour mission de stériliser.

Le parti de classe ne peut que dénoncer avec la plus grande vigueur la répression sauvage qui frappe les militant victimes de la répression bourgeoise, même s'il est de son devoir de faire une critique nette et tranchée du drapeau brandi par eux et d'expliquer son caractère stérile et réactionnaire. Il ne peut que lutter, naturellement sur un terrain de classe et avec des méthodes qui renforcent les rangs prolétariens, loin des bélements pacifistes sur le droit, la justice et la démocratie, pour la libération immédiate et dans condition des prisonniers politiques, bien souvent à l'ombre pour plus de dix ans sous prétexte qu'ils ont osé lever le poing contre l'Etat. Le parti de classe sait que c'est sur le terrain de la lutte de défense contre le capital et son Etat que se délimiteront les classes sociales, que la méthode prolétarienne de classe pourra se démarquer de la méthode « autonomiste » interclassiste et la vaincre, que pourra être fécondée la saine révolte des prolétaires et des paysans pauvres écrasés par le capital, en Corse, en Bretagne comme partout ailleurs et dans tous les pays, vers la destruction de l'Etat bourgeois.

Argent, richesse et socialisme

La *Literaturnaya Gazeta* du 5 décembre dernier (citée par *l'Expansion* du 11-1-80) rapporte que des lecteurs, dénonçant certains abus qui existent en URSS, s'en prennent aussi au rôle de l'argent dans la société soviétique. Un membre de l'Académie des sciences s'est chargé de leur expliquer que l'argent et... le vol sont compatibles avec le socialisme : « Si l'on supprimait l'argent, on ne supprimerait pas du même coup les pots-de-vin ou les vols, car ceux-ci pourraient se faire aussi bien en nature [bravo monsieur l'académicien...]. »

Aujourd'hui, on constate que les rapports marchands se développent : c'est une évolution normale due à la complexité croissante de l'économie. D'autre part, l'argent doit servir à établir un système de sanctions et de stimulants économiques. Il faut rompre avec le mythe de l'égalisation des salaires pour mieux réaliser le principe socialiste, « à chacun selon son travail ».

En revanche il faut veiller à ce qu'un rouble gagné représente le même pouvoir d'achat pour tout le monde : on sait fort bien, aujourd'hui, que certains personnages influents peuvent se procurer des produits qui sont introuvables pour les autres [...]. Il ne faut donc pas condamner l'argent, mais apprendre à mieux s'en servir ».

On pourrait croire que de l'autre côté de la frontière, chez l'autre grand du « socialisme », en Chine, les choses sont différentes. Pas du tout. « Il est temps que la Chine remette à l'honneur le vieux souhait chinois de Nouvel An : « Kunghsi Fatsai » (félicitations et devenez riches) et cesse d'assimiler la richesse au mal », écrit le *Quotidien du Peuple* dans son édition du 1^{er} janvier (cité par *Le Figaro* du 2).

(suite page 7)

D'où vient la position du P.C.F. ?

L'agression de l'impérialisme russe en Afghanistan n'est en elle-même qu'un acte barbare de plus dans la longue chaîne des crimes impérialistes. Elle résulte bien d'une tendance historique de l'Etat russe en Asie qui ne peut que heurter les intérêts mondiaux de l'autre superpuissance. Mais l'insistance avec laquelle l'impérialisme américain « relève le défi » montre bien que cet événement n'est pour lui qu'un prétexte pour accélérer son plan de réarmement militaire, sa politique de mise au pas des alliés, ainsi que la préparation idéologique — externe et interne — d'une nouvelle guerre mondiale que le capitalisme porte dans ses flancs.

La croisade de Carter devait trouver une oreille complaisante chez la bourgeoisie chinoise et un empressement servile dans l'Angleterre de Thatcher. Cependant les capitalistes allemands, français et japonais opposent une sourde résistance à l'utilisation de sanctions économiques qui les sanctionneraient tout autant que la Russie en les privant des juteux profits du commerce et des prêts à l'Est. Surtout ils ne veulent pas être entraînés dans un processus qui les obligerait à choisir définitivement leur camp en les privant trop tôt de tout moyen de marchandage vis-à-vis de la Russie comme des Etats-Unis.

Les fractions les plus atlantistes crient « à la dérobade », « au manque de fermeté » devant l'agression russe. Même E. Maire s'est inquiété publiquement de la lenteur des réactions du gouvernement français. Rien n'y fait. Les bourgeoisies allemande, française et nipponne font le gros dos, attendant que passe la tempête. Elles refusent la « globalisation des problèmes », cherchent à circonscrire l'« accroissement de la détente » à l'Asie, et se contentent de proférer à l'Assemblée de l'ONU ou à celle de Strasbourg, des condamnations — indignées, il va de soi — de l'attitude russe.

Il y a cependant des différences entre elles. La bourgeoisie allemande ne peut

pas encore décider de s'opposer à la Russie ou de contracter une alliance russe, à laquelle elle ne pourrait se résoudre — s'il le fallait — que la mort dans l'âme et non sans crise profonde dans ses rangs. Un éventuel renversement d'alliance n'est concevable qu'in extremis, à l'heure des plus grands périls, c'est-à-dire au seuil d'une conflagration mondiale dont il pourrait d'ailleurs être le détonateur, l'équivalent de l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie en 1914 ou de l'invasion de la Pologne en 1939. La situation de la bourgeoisie japonaise est à bien des égards comparable.

En ce qui concerne la bourgeoisie française, elle est littéralement frappée devant l'Allemagne d'une fascination qui la partage entre l'aplatissement devant l'Amérique et la recherche frénétique d'une « alliance de revers » contre l'« ennemi héréditaire ». A cela s'ajoute la peur de se faire ravir les chasses gardées africaines, où le rival le plus dangereux est l'Amérique.

Dans ces conditions, si le gaullisme s'est fait hier le chantre de la risible « indépendance nationale », le flambeau de l'alliance franco-russe se trouve naturellement brandi de la façon la plus claire par le PCF, qui peut se permettre de parer par tradition politique le chauvinisme anti-allemand d'une justification idéologique. C'est bien ce qui explique que Marchais — et, dans une moindre mesure le Portugais Cunhal, Afrique oblige ! — ait pris une position favorable à l'intervention russe en Afghanistan, à la différence de Berlinguer et de Carrillo.

Aussi serait-il puéril d'imaginer que le PCF est « aux ordres de Moscou ». Même au temps où il admettait l'idée d'un « modèle russe », il ne s'est jamais tant senti à l'aise que lorsque les bourgeoisies russe et française avaient un intérêt international commun. Aujourd'hui, c'est à bon droit qu'il proclame que sa politique ne se décide ni à Moscou, ni à Rome, ni ail-

leurs, mais à Paris. Et s'il se rabat sur les grandes phrases évoquant le « socialisme », « l'internationalisme prolétarien » ou autres, ce ne sont, justement, que des phrases. Son attitude actuelle découle du fait que la politique extérieure russe converge avec la conception qu'il se fait des intérêts de la France.

Il est donc naturel, pour un parti social-impérialiste dont les maîtres maintiennent en esclavage plus de 50 millions d'Africains, de justifier l'intervention d'un Etat « ami » comme une tâche de défense de la civilisation contre la féodalité, la barbarie, l'obscurantisme et **tutti quanti**, argument habituel des colonisateurs. Le langage de Marchais à Brejnev est à peu près le suivant : « Vous voulez l'Afghanistan ? Qu'à cela ne tienne ! Seulement nous attendons en retour le respect de nos chasses gardées — pardon, de notre mission ! — en Afrique ! ».

Que cette position pousse à l'approfondissement du fossé avec l'aile « euro-communiste » de type Ellenstein-Quilès et consorts, et à plus forte raison avec le gros du PS, opposition qui se retrouve dans l'appareil de la CGT, cela n'a rien de neuf : qu'on se souvienne de 1939 où le PCF se cassa en deux ! Si la position actuelle de la direction du PCF est tenable, c'est qu'elle est encore une hypothèse possible de l'impérialisme français. Aussi est-ce en France que la réaction à la croisade de Carter a été la plus vive. Et si, maintenant, l'Etat français devait se trouver dans un camp militaire opposé à la Russie, gageons que le PCF, même s'il doit y perdre des plumes, s'y résoudra : il lui suffirait de constater alors que la politique étrangère de la Russie et la sienne ne convergent plus.

Dans aucun des cas, le PCF n'a à se renier : le principe qui le guide, c'est l'intérêt de la « France éternelle » : il s'agit bien d'un « point de vue de classe ». Certes, mais celui de notre adversaire l'impérialisme français !

Réunions publiques

● A GRENOBLE

Samedi 26 janvier à 20 h 30, Salle Millet, 11, rue Millet

Ce que nous pouvons revendiquer de Trotsky

● A BESANÇON

Le vendredi 1^{er} février à 20 h 30, Salle Proudhon, place du Théâtre

Du contrôle de l'immigration à la répression policière : Le vrai visage de la démocratie

● A PARIS

Samedi 2 février à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro : Porte de Choisy)

Solidarité de classe contre l'offensive anti-immigrés :

Pour une riposte prolétarienne à l'attaque capitaliste

AMEN...

« Nous vivons dans un monde d'assassins, où les crimes des uns ne servent qu'à faire oublier ceux des autres » (Lutte Ouvrière commentant l'intervention russe, le 5-1-80).

Déclarations « socialistes »

● Les affaires sont les affaires

« Je sais bien qu'un changement de paysage politique international aurait des conséquences sur la politique intérieure [allemande]. Notre peuple éprouve le profond désir de ne participer à aucune action qui puisse contribuer à une aggravation inutile, a déclaré Willy Brandt à propos de l'Afghanistan. Et je ne crois pas, a-t-il ajouté, que notre industrie qui est assurée quelques nouveaux marchés en Union Soviétique, en Pologne et ailleurs, va annuler ses contrats. Cela peut paraître un peu mesquin, mais je réfléchis aussi à des débouchés possibles dans les années à venir » (Die Zeit du 11-1-80).

Et naturellement les mêmes qui aujourd'hui sont pour la paix parce que les contrats y trouvent leur compte — qu'il s'agisse bien sûr d'Allemands, de Français, d'Américains ou de Russes — seront demain pour la guerre pour défendre leur part du marché.

● Faux lapsus

« Dans la conjoncture actuelle », a déclaré de façon encore plus brutale Jacques Attali au cours du congrès du Parti Socialiste qui a adopté le « Projet socialiste », ce « projet » qui, comme on le sait, fixe les objectifs de ce parti pour les dix ou quinze années à venir, « il faut préparer une économie de guerre pour faire l'économie d'une guerre ». Il voulait dire : il faut préparer une économie de guerre pour préparer la guerre. Mais tout le monde avait compris.

A chacun son « ennemi principal »

(suite de la page 1)

Mais, qu'on se rassure, poursuit la déclaration : « La guerre n'est pas une fatalité ». Comment lutter contre elle ? En s'enrôlant dans la lutte pour la... paix : « Il est possible de lutter contre la guerre, de faire reculer les agresseurs en leur faisant payer au prix fort chacun de leurs actes contre l'indépendance des peuples, en ripostant fermement à chacune de leurs agressions ». Avec qui s'allier ? Avec tous ceux qui acceptent la perspective d'alliance avec l'impérialisme occidental : le PCML « se déclare prêt à agir à côté de toutes les forces décidées à s'opposer aux préparatifs de guerre de l'URSS [voilà l'Occident

et l'Orient blanchis] et agissant en faveur de l'indépendance des peuples ».

Quant à la défense des masses afghanes, il s'agit de la faire au travers du... gouvernement français : le PCML « agira aux côtés de tous ceux qui sont prêts à exiger du gouvernement français un soutien matériel aux patriotes afghans ». En somme, aide au bloc qui est le plus fort et à son agression permanente, pas d'action indépendante de classe, avec la prétention de combattre l'un des camps de la domination capitaliste mondiale, l'impérialisme russe, et la marche vers la guerre. Et même pas, comme le faisait Staline, en promettant que la révolution viendrait après...

La LCR s'aplatit devant la Russie

Quant à la LCR, elle ne souffle mot ni du problème de la guerre mondiale, ce qui lui épargne de devoir prendre une position claire sur la question, ni de la nature impérialiste de l'intervention de « la bureaucratie » russe.

Elle aussi découvre devoir « faire face à l'ennemi principal impérialiste » (Rouge 18/24-1-80) constitué bien entendu par « les Etats impérialistes [occidentaux qui] profitent évidemment de cette situation pour dénoncer l'hégémonie soviétique » (Rouge, 4/10-1-80). Elle va même jusqu'à écrire que c'est leur « empêchement [...] dans l'affaire des otages de Téhéran [qui] a laissé cette opportunité à l'URSS ». Heureusement que la LCR est là pour expliquer. Pendant ce temps l'URSS fait...

Ayant ainsi débarrassé le terrain des implications mondiales et impersonnelles de l'occupation russe, la LCR se rabat sur son contenu social : « L'URSS est intervenue militairement. Cette intervention n'est qu'un maillon dans la chaîne

et l'Orient blanchis] et agissant en faveur de l'indépendance des peuples ».

de la politique du Kremlin, l'aboutissement logique d'une politique opposée à la mobilisation révolutionnaire des masses afghanes et au soutien authentique internationaliste à leurs luttes ». Va-t-elle prendre alors la défense des masses contre l'intervention russe, se préparer à la lutte contre elle ? Pas du tout !

Elle soutient l'intervention, après l'avoir dénoncée : « Vu la situation créée, le retrait des forces soviétiques signifie de fait l'effondrement de la lutte contre la réaction afghane et le renforcement des positions de l'impérialisme dans cette partie du monde. Voilà pourquoi nous ne menons pas dans la situation actuelle campagne pour leur retrait, même si nous n'avons aucune illusion sur les objectifs de l'URSS » (Rouge 18/24-1-80).

En somme, pour affaiblir la chaîne de l'impérialisme mondial et combattre un de ses maillons, faisons alliance avec l'un d'entre eux, le plus faible, sous le prétexte d'empêcher le renforcement du plus fort,

poignardons la lutte sociale en la subordonnant à l'appui à l'impérialisme russe. Du front unique avec l'URSS pour la « défense » des peuples en lutte contre l'impérialisme, la LCR est ainsi passée au front de fait avec l'URSS, pour une intervention coloniale... malgré tous les appels à la « révolution antibureaucratique ».

Quant à nous, nous appelons à lutter avec les masses, par la lutte des masses, contre les deux côtés du front, non pour la paix, mais pour la révolution internationale. En dehors de la position indépendante de classe qui combat en même temps, tous les impérialismes comme « le pire », il n'y a que capitulation.

Berlinguer aussi pense à l'intérêt national

A Strasbourg, Berlinguer a dénoncé au nom du PC italien l'intervention militaire en Afghanistan.

Il en a profité pour mettre le monde en garde contre la « militarisation croissante de la politique et de la pensée politique elle-même » et, appelant de ses vœux un renversement de tendance, a convié à cet effort la « masse des hommes simples », les pays non alignés (sic), de « hautes autorités spirituelles comme l'Eglise catholique ». Et, a-t-il ajouté pour donner sans doute plus de crédit à cette profession de foi « pacifiste » : « nous pensons au rôle irremplaçable que peut et doit jouer notre Europe » (Le Nouvel Observateur du 21 janvier).

« Notre Europe... » ? Voilà qui a dû faire bondir Marchais. Mais comment faire quand les intérêts nationaux sont divergents ?

Trente ans de capitalisme réel en RDA

Défait dans la deuxième guerre mondiale impérialiste, le Reich allemand s'est retrouvé détruit et divisé. Si personne ne conteste le caractère capitaliste de l'Ouest, inclus dans la sphère d'influence américaine, au contraire, pour les propagandistes de toutes sortes, les armées russes auraient importé à l'Est le socialisme, destructeur du mode de production comme de l'ordre capitaliste. Cette appréciation unanime repose sur le dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays ». En réalité, loin de représenter la consolidation des conquêtes socialistes de la Révolution d'Octobre, ou sa dégénérescence « bureaucratique », le stalinisme a été l'agent de la contre-révolution, l'expression politique de la victoire du capital sur la classe ouvrière russe et internationale, il a signifié la destruction du parti bolchevik et de l'Internationale Communiste, la transformation de la dictature du prolétariat en dictature de l'accumulation du capital, et ce au prix d'une dénaturation complète du marxisme.

Le caractère international du parti, de la révolution, du socialisme a été nié au profit du « socialisme dans un seul pays ». Le salaire, dont la destruction est garantie du passage au socialisme, a été déclaré compatible avec ce même socialisme, ainsi que la production marchande, l'argent et l'accumulation du capital. L'extension de l'appareil d'Etat a été présentée comme une consolidation du pouvoir ouvrier, alors que l'Etat, à l'est, comme à l'ouest, est le produit du développement capitaliste et des contradictions grandissantes entre les classes. La propriété d'Etat, que le marxisme considère comme la forme supérieure de la propriété capitaliste, est devenue purement et simplement du socialisme, et la pression constante pour obtenir le profit maximum

a été baptisée « économie socialiste planifiée ».

L'issue de la deuxième boucherie impérialiste a permis le retour de la Russie dans le concert des grandes puissances impérialistes. La Pologne a dû céder sa partie orientale à la Russie et a reçu en contrepartie la partie orientale de l'Allemagne. Quant à l'Allemagne centrale, région d'industrie hautement développée, elle excitait le formidable appétit de moyens de production du capital russe, frappé par de gigantesques destructions de guerre. Des démontages massifs d'installations industrielles vers l'U.R.S.S. ont été opérés dès 1945 au titre de réparations, et l'occupant russe a appliqué un plan centralisé de contrôle politique et économique dans le meilleur esprit de Postdam et de Yalta. Des fidèles à la ligne de Moscou, comme Ulbricht et Pieck, ont été expédiés en RDA pour constituer une équipe dirigeante : celle-ci, sous le mot d'ordre de la « grande transformation antifasciste » de 1945-49, et de la « liquidation totale des criminels de guerre » (avec lesquels la Russie avait collaboré à peine 6 ans auparavant !), s'est efforcée de réaliser l'identification des ouvriers avec l'Etat. Opération d'autant plus facile — dans l'immédiat — que les capitalistes fuyaient alors vers l'Ouest : leur nature d'agents d'un capitalisme national développé uni à l'Ouest les rendait à peu près irrécupérables pour le capitalisme russe.

La soumission totalitaire du travail aux exigences de l'accumulation capitaliste a pris la forme d'innombrables organisations de masse, concours, émulations de travail volontaire, etc. La création du SED (Parti Socialiste Unifié d'Allemagne) a permis alors de réunir à la direction de l'Etat tous ceux qui étaient prêts à

essayer de concilier les intérêts du capital national avec les nécessités politiques et militaires du capitalisme russe. A cet effet, la mobilisation de masse de 1949, dans le style stakhanoviste, a eu pour but d'atteindre le taux d'exploitation maximum. C'est l'époque des hymnes à l'« homme de type nouveau » dont parle Grothewohl en 1950 : pour cet homme nouveau, « le travail n'est plus un poids écrasant, inéluctable, mais un honneur et une gloire ». Réalisation du rêve bourgeois de l'ouvrier parfait : consommation minimale, discipline absolue, productivité en hausse constante !

La première réponse prolétarienne a été donnée le 17 juin 1953. Le développement des investissements dans l'industrie lourde au détriment des biens de consommation (loi typique du capitalisme), lié à l'obligation, sous l'aiguillon des syndicats, de réaliser des normes de production en hausse, institutionnalisées en 1951, a fait éclater la colère des ouvriers du bâtiment de Berlin-Est. L'insurrection, gagnant rapidement les grandes villes, prit le bureau politique complètement au dépourvu : son système de contrainte sociale repris du fascisme ne prévoyait aucune équipe parlementaire de rechange, aucune soupape de sécurité. Quant à l'écrasement de l'émeute par les chars russes, il s'est accompli avec la complicité agissante des puissances occidentales, qui bâillonnèrent soigneusement toute tentative de solidarité prolétarienne dans leur secteur.

Malgré la fin des « réparations », la libéralisation de l'ère Krouchtchev a changé peu de choses. Une certaine stabilisation, après la dure leçon infligée à la classe ouvrière, a permis au bureau politique de se maintenir, à peine modifié, et même d'éviter à la RDA les trou-

bles qu'ont connus ses voisins du Pacte de Varsovie. Cependant, la consommation n'augmentant pas, et l'exploitation continuant de plus belle, la fuite vers l'Ouest prenait des proportions énormes : comme il est logique, le capitalisme le plus puissant attire tout à lui, même la main-d'œuvre la plus qualifiée. En 1961, la RDA avait perdu 2,5 millions de personnes, dont 1,5 million de travailleurs, soit au moins 15 % du capital « le plus précieux » dont elle disposait. C'est pourquoi l'obstacle du mur de Berlin a concerné la circulation non des marchandises mais des hommes, illustrant parfaitement cette vérité que le capitalisme n'est pour les ouvriers rien d'autre qu'une prison.

Les années 60, années de consolidation, ont vu le passage dans tout le bloc oriental de l'exploitation intensive à l'exploitation intensive, coïncidant avec la fin de l'accumulation primitive en URSS et la fin de la reconstruction en RDA. Ce phénomène s'est accompagné logiquement de tentatives de réforme économique. Déjà inauguré en 1956 par la politique d'« intéressement matériel » de Malenkov, puis par la doctrine de la « coexistence pacifique », il a donné lieu en RDA à des discussions sur la « primauté de l'économie ». Mais, malgré l'urgence d'une exploitation plus « souple » de la force de travail, rien n'a abouti. Les tentatives pour faire jouer plus largement les « forces saines du marché », appelées encore « leviers économiques », entendent les coûts, les prix, le profit, le crédit, les intérêts, les primes de salaire, l'autonomie des entreprises, menées à partir de 1963 sous l'égide de Liberman, ont seulement montré l'inanité de la prétendue « économie planifiée », qui doit être constamment

(suite page 8)

L'impérialisme U.S., nouveau champion de la démocratisation en Amérique latine

Jusqu'à présent, l'impérialisme américain s'était distingué comme étant, en Amérique latine, l'instigateur de coups d'Etat contre-révolutionnaires, de préférence militaires, qui remplaçaient le formalisme démocratique par des régimes brutalement autoritaires. De l'« amendement Plat » (1902), qui garantissait constitutionnellement l'intervention des USA à Cuba, au coup d'Etat de Pinochet au Chili, la liste est longue des interventions américaines en Amérique centrale et en Amérique latine. Et c'est cette même puissance totalitaire, dont le cannibalisme et la rapacité n'ont pas d'égal dans l'histoire, qui devient, aujourd'hui, le champion de la lutte pour la démocratie et le progrès contre les « dictatures ».

Passant des déclarations sur les droits de l'homme à la pratique, Washington a commencé par démocratiser ses semicolonies d'Amérique centrale (comme Saint-Domingue), et se préparait à remplacer le somozisme, lorsqu'il a été pris de court par l'explosion sociale des masses nicaraguayennes et la menace d'une révolution « à la cubaine », qui n'a pas eu lieu surtout à cause de la politique criminelle du sandinisme. Si les Américains n'ont pas perdu totalement le contrôle de la situation au Nicaragua, les événements de ce pays ont néanmoins amené les stratèges du Département d'Etat à accélérer la démocratisation des « dictatures » d'Amérique centrale. C'est le secrétaire d'Etat lui-même, Cyrus Vance, qui a expliqué le sens de ce changement démocratique : « Comment chaque société réalise ce changement, c'est une question qu'elle-même peut décider. Mais dans aucune société les points de divergence [délicat euphémisme diplomatique pour désigner la lutte des classes !] ne peuvent être supprimés en permanence par la répression, sans susciter en retour un déchaînement de violence. [...] Nous avons vu les conséquences d'un gouvernement autoritaire au Nicaragua. Notre défi, aujourd'hui, est de nous unir à d'autres

dans la région, pour aider le peuple et le gouvernement du Nicaragua à construire une société stable, saine et démocratique sur les ruines de la dictature et de la révolution. [...] Dans les autres parties de la région, nous encouragerons et appuierons un changement constructif avant que le rapport entre le gouvernement et le peuple ne se détériore de manière irréversible, et que la radicalisation ou la répression ne rendent impossible des solutions modérées » (El Clarín, 2-11-79).

Si quelqu'un était assez naïf pour croire que le remplacement de la politique des golpes anti-démocratiques par la politique actuelle d'installation de régimes démocratiques (et même social-démocrates, comme à Saint-Domingue, en Equateur, etc.), signifie le relâchement de la domination et de l'oppression américaines sur l'hémisphère, un seul fait suffirait pour le démentir. En même temps qu'ils agitent le drapeau de la démocratie et des droits de l'homme, les USA renforcent leur dispositif militaire de domination du continent, en créant une force permanente d'intervention en Amérique latine, formée par des troupes d'élite super-équipées stationnées à Key West, en Floride. On a déjà eu un avant-goût des dispositions (et de l'efficacité) interventionnistes de l'impérialisme américain avec la spectaculaire opération de débarquement simulé à Cuba, qui a mobilisé quelque deux mille hommes des différentes armes, des avions et des bâtiments et dont la préparation a été faite en seulement trois semaines !

Le coup d'Etat d'octobre dernier à El Salvador, moins de trois mois après la chute de Somoza, a été une première concrétisation de cette politique. La main de l'impérialisme américain a été si visible, que même un journal comme l'argentin El Clarín est obligé d'écrire que « le golpe de El Salvador [...] est de toute évidence un golpe du Département d'Etat, un nouveau tour de vis de la politique de Carter visant à la modernisation structurelle et à la démocratisation dans des aires cri-

tiques », avant d'ajouter qu'« aujourd'hui, les coups d'Etat « doivent » être démocratiques » (17-10-79).

Quelques données suffisent pour montrer combien la situation est critique dans cette aire. El Salvador est un petit pays dans lequel « 5 millions d'être humains sont obligés de survivre dans un territoire qui dépasse à peine 20.000 km². Un taux de natalité qui atteint 3,3 % multiplie progressivement le nombre de chômeurs (40 %), qui abandonnent petit à petit les quelques plantations de café et de coton à la campagne et vont grossir le cercle de misère qui entoure San Salvador ». Ainsi écrit la revue argentine Convicción du 16-9-79. Autres chiffres significatifs : produit brut par habitant, 600 dollars par an ; salaire minimum d'un paysan, 240 dollars par jour ; d'un ouvrier industriel, 340 dollars. Un membre de la Junte, qui a récemment démissionné, le social-démocrate Guillermo Manuel Ungo, décrit la situation dans ces termes : « Peu de maisons ont l'électricité, presque toutes n'ont pas de plancher. Les lavabos sont dans la rue, les w.c. n'importe où. Il y a une seule industrie : celle du café, qui n'offre de travail que pendant six mois. Les autres six mois on survit grâce à l'alcool ou à l'herbe, qu'on mâche pour perdre la mémoire ; ou alors grâce à de petits vols, pour ne pas parler de l'ignoble commerce des femmes » (El Clarín, 2-11-79).

Néanmoins, la mascarade de ce golpe démocratique n'a pas apaisé les masses, qui ont fait de pain et non pas du cirque démocratique-parlementaire. L'agitation sociale a continué, et s'est même accentuée, obligeant tout de suite la très démocratique Junte de Gouvernement (formée par des militaires et des civils, parmi lesquels des social-démocrates et des « communistes » à montrer son vrai visage : plus de 200 personnes ont été

(suite page 8)

Démocratie casquée en Italie

Nous disions à propos de L'espace répressif européen (Le Prolétaire n° 302) que les différentes bourgeoisies, divisées dans la défense de leurs intérêts nationaux, s'unissent quand il s'agit de l'essentiel, c'est-à-dire de la défense de leur intérêt de classe par-delà les barrières nationales.

Ceci vaut aussi à l'échelle nationale. En Italie par exemple les différents partis ont enterré d'un seul coup leurs « divisions » historiques devant les lois ou les nouvelles propositions de loi contre le terrorisme. Ces dernières renforcent l'arsenal antiterroriste déjà existant. Différentes mesures sont prévues : aggravation des peines ; allongement des délais de détention préventive « pour les actes de terrorisme, de subversion ou qui provoquent une grave inquiétude sociale » (naturellement, rien n'est plus facile que de provoquer une « grave inquiétude sociale », après quoi on flanque en prison ceux qu'on veut y mettre et on les laisse moisir indéfiniment, comme cela se passe en Amérique Latine) ; prolongement de la garde à vue pour toute personne soupçonnée de préparer un acte terroriste ; possibilité illimitée de procéder à des perquisitions non seulement dans les domiciles mais aussi dans des immeubles entiers ou dans des blocs d'immeubles si l'autorité judiciaire estime que des personnes recherchées s'y sont réfugiées ou bien qu'il peut y avoir des éléments utiles à l'enquête ; nouvelles normes pénales pour les associations ayant des finalités terroristes et/ou subversives ; possibilité d'inculper quelqu'un « pour détention de documents dans des buts terroristes et subversifs », et surtout introduction d'une nouveauté juridique, le « sympathisant terroriste », grâce à laquelle on pourra condamner tous ceux qui manifestent des opinions non orthodoxes en matière de démocratie, de Constitution, de liberté, d'Etat de droit, etc., et on pourra passer les menottes à Marx, à Engels et à leurs descendants.

Naturellement le PC italien s'est déclaré pleinement d'accord avec l'aggravation des

(Suite page 8.)

L'évolution des syndicats en Allemagne (2)

La première partie de cet article est parue dans le n° 304 du Prolétaire.

La folle politique des « syndicats rouges »

Comment le PC allemand réagit-il à cette situation ? Par la politique de la « troisième période ». Sur la base de l'idée, en soi incontestable, que la social-démocratie n'est pas en fait un allié, mais un ennemi de la révolution, le PC l'identifie entièrement avec le fascisme (« les milliers de fonctionnaires social-démocrates au ministère du travail, dans la police, dans les caisses de maladie, dans les administrations communales, etc., voilà l'appareil d'Etat fasciste »), et il constitue, sans la moindre base réelle, des « syndicats rouges », qui sont en réalité des « syndicats » qui n'organisent que les ouvriers « conscients », c'est-à-dire adhérant au KPD, suivant ainsi les traces du KAPD (et non de la tendance à laquelle nous nous rattachons).

La révolution devient ainsi avant tout une lutte contre la social-démocratie et l'aristocratie ouvrière qu'elle encadre (mais il y avait plus de 4 millions d'adhérents au syndicat) :

« Dans les pays particulièrement industrialisés, comme l'Allemagne et l'Angleterre, la guerre civile ouverte entre le prolétariat et l'aristocratie ouvrière, devenue l'avant-garde de la contre-révolution, est imminente ».

Au « fascisme » de la social-démocratie on oppose un « communisme » basé entièrement sur les tâches nationales et patriotiques de la « révolution allemande », en recueillant ici aussi la pire tradition du pire « extrémisme » et en capitulant face à la répression anticommuniste dans les organisations ouvrières. En 1929, seulement 14,7 % des membres du PC font partie de cellules d'entreprise. En 1932, 11 % seulement d'entre eux travaillent dans des entreprises industrielles et 30 % sont des chômeurs. Il n'est pas étonnant que naisse la théorie selon laquelle les travailleurs inscrits au syndicat constituent l'« aristocratie ouvrière ». Il s'agit là d'une politique aventuriste et volontariste même par rapport à celle du KAPD dans les années 20.

Le nazisme et le syndicat

Le syndicat ne répond pas à l'avènement du nazisme en organisant la classe ouvrière, mais en offrant ses services. Voici la déclaration que fait sa direction au nouveau gouvernement, le 9-4-1933 :

« Fidèle à sa tâche de soutien à la création d'un ordre social pour le peuple allemand [...], l'ADGB (le syndicat) se déclare prêt à mettre l'organisation autogérée de la force de travail, créée par des années de travail efficace, au service du nouvel Etat ».

Les syndicats reconnaissent, comme ils l'ont toujours fait, que leur liberté de mouvement doit trouver des limites dans le droit supérieur de l'Etat, ce représentant de toute la communauté populaire. L'Etat doit avoir le droit d'intervenir dans l'économie [...]. C'est pour cette raison que les syndicats sont prêts à collaborer à l'édification de l'économie corporative prévue par le gouvernement [...].

L'ADGB salue les efforts pour l'unification du mouvement syndical allemand et sera heureux de mettre son expérience et sa collaboration à la disposition du nouvel Etat ».

On sait que le nazisme préférera gérer directement le syndicat, plutôt que de se fier à son « autogestion », et qu'il y aura un assaut contre le siège des syndicats, défendu seulement par quelques travailleurs. Les syndicats, y compris les syndicats chrétiens, seront remplacés par une organisation centralisée dirigée par le parti et l'Etat nazi, le DAF (Front du Travail allemand).

Nous ne pouvons faire ici l'histoire du syndicalisme nazi. Sa prémisse est l'activité syndicale de la « gauche » nazie (éliminée ensuite physiquement) avant la venue au pouvoir. Elle usait avec abondance d'une démagogie anti-capitaliste,

tandis que les chefs disaient clairement aux bourgeois qu'il s'agissait seulement de paroles, utilisées pour influencer les ouvriers socialistes.

Le DAF est une organisation de parti, avec des délégués utilisés pour fixer les salaires, les pauses, l'horaire de travail, la réglementation des licenciements, la protection contre les accidents, etc. Le syndicalisme du DAF n'est pas caractérisé seulement par l'interdiction de la grève, mais aussi par la politique d'assurance sociale dans le domaine des mutuelles, de la maternité, de l'organisation du temps libre, des activités culturelles, etc. Sur le terrain de l'entreprise, le syndicat a seulement des tâches inhérentes à la production.

Le syndicat devient donc un pur représentant de l'Etat, et exerce pour son compte le contrôle sur la classe travailleuse, pour laquelle il obtient parfois quelques avantages sociaux au prix de son total asservissement politique. Ainsi s'achève l'œuvre commencée par la social-démocratie et qui exigeait, pour être accomplie, l'élimination du paravent démocratique.

Toutefois cet instrument dans les mains de l'Etat a le défaut, reconnu par les nazis les plus intelligents, de ne pas représenter réellement un nombre important de travailleurs, auxquels il apparaît comme tout à fait étranger et il est inutilisable dans les moments critiques.

Le second après-guerre

La situation après la fin de la seconde guerre impérialiste est caractérisée par l'existence des deux Etats allemands avec des formes de syndicat correspondantes. Si le DAF fut créée par un décret militaire d'Hitler, la FDGB d'Allemagne de l'Est fut créée par un décret des troupes russes d'occupation. L'adhésion des travailleurs n'y est pas obligatoire mais en

réalité pour obtenir un avantage social quelconque (comme pour avoir une place dans un hôtel pendant les vacances) il faut être inscrit au syndicat. Comme il est dit dans ses statuts, le syndicat de la RDA se propose d'accroître l'émulation entre les travailleurs afin d'augmenter la production. Il reprend donc la tradition tant de la social-démocratie (en la greffant sur la souche stalinienne) que du syndicalisme fasciste. Le syndicat est légalement l'organe d'exécution du plan économique et, en même temps, il est administrateur de l'assurance sociale. Celle-ci, toutefois, fait partie du budget de l'Etat.

La fixation des salaires se fait centralement avec la participation du syndicat, tandis que c'est au niveau de l'entreprise et avec la participation de l'organisme syndical que se sont fixées les primes, l'insertion dans une catégorie salariale donnée, les heures supplémentaires à faire, etc. La grève, on le sait, est interdite. En 1977 le syndicat comptait 8,1 millions d'adhérents, c'est-à-dire la moitié de la population.

On peut dire que cette forme syndicale ressemble à la forme fasciste, bien que sur le terrain de la démagogie et de l'entraînement de la classe ouvrière elle se rattache au réformisme stalinien et soit donc bien plus enracinée.

En RFA, le syndicat n'est certainement pas moins lié aux intérêts de l'Etat constitué, mais il reprend la tradition de la collaboration social-démocrate, complétée il est vrai par les enseignements que le nazisme a laissés dans ce domaine. Un syndicalisme comme celui de la RDA n'est pas possible ici. En RDA les facteurs déterminants étaient : nationalisation de l'économie, rapine de la part de la Russie, manque de main-d'œuvre. Cela imposait un système de contrôle par en haut qui permette de fixer les salaires. Et il faut noter que ce système marche encore non seulement grâce à ses propres capacités, mais aussi grâce aux aides, officielles et

privées, qu'il reçoit d'Allemagne occidentale. Dans celle-ci, au contraire, après la fin de la guerre impérialiste, la situation est bien différente : il n'y a pas le stalinisme mais il y a la bourgeoisie allemande, il y a des capitaux (américains) et de la main-d'œuvre, et le pays est contrôlé par trois vainqueurs. Ainsi, de même qu'il n'y a pas un seul parti dominant, le syndicalisme se forme sur une base « pluraliste ».

Le cas de la RFA est intéressant pour relever les différences qui existent malgré tout entre la tendance à l'intégration complète et son accomplissement total. Le syndicat, en RFA, est une puissance économique bourgeoise qui contrôle un capital financier énorme qu'il investit aussi à l'étranger et il est en outre le plus grand « fournisseur » de fonctionnaires de l'Etat bourgeois (62 % des députés viennent des syndicats). Il est donc bien intégré dans l'économie et dans la politique bourgeoises. Toutefois, il doit tant bien que mal organiser les travailleurs en partant de leurs exigences, en les insérant dans le cadre institutionnel et en opérant une intégration continue dans ce cadre de tout élément qui se distingue par son esprit de lutte. De cette manière, sa fonction de syndicat démocratique agit efficacement pour éteindre toute étincelle de lutte de classe, mais en même temps elle permet une plus grande intervention des travailleurs combattifs et des révolutionnaires (même si cela est interdit par les statuts et fait l'objet d'une répression) et un contact avec les ouvriers organisés, à condition qu'on sache se doter d'une capacité d'intervention adéquate, qui tienne compte des caractéristiques de cet ennemi de l'organisation indépendante du prolétariat.

Toute l'histoire du syndicalisme doit être étudiée dans ce sens afin d'apprendre la meilleure tactique pour donner un poids et une organisation les plus stables possibles aux poussées de classe.

Antimilitarisme révolutionnaire

La Jeunesse dans la lutte actuelle contre le militarisme

Nous publions ici un court article de Vouïovitch paru dans le n° 1 du 13 octobre 1921 de la Correspondance Internationale. Il est plus qu'actuel...



« La dernière des guerres » dont la bourgeoisie mondiale gratifia le prolétariat international avec la promesse d'un monde nouveau et du règne de la plus grande démocratie, dure encore. En Asie, au Maroc le sang coule à flots. Un prochain conflit armé entre le Japon et l'Amérique paraît inévitable. Et presque partout la bourgeoisie supprime les quelques libertés dont le prolétariat jouissait encore, et exerce une terreur blanche implacable.

La France maintient en permanence sous les drapeaux des effectifs considérables. En Haute-Silésie la lutte entre Polonais et Allemands ne semble pas près de prendre fin ; la Pologne et la Roumanie mobilisent en secret contre la Russie des Soviétiques ; les autres Etats de la Petite Entente paraissent disposés à les suivre dans cette nouvelle aventure. Dans tous les pays vainqueurs les effectifs armés sont bien supérieurs en nombre à ceux d'avant-guerre, ce qui fait d'ailleurs qu'un sourd mécontentement contre la caserne peut être déjà perçu.

Ces faits imposent à toutes les organisations de la jeunesse communiste l'intensification au maximum de leur propagande antimilitariste, surtout dans les pays encore belligérants ou qui entretiennent une armée nombreuse. Cette propagande doit être systématiquement poursuivie à la ville et à la campagne, au front et à la caserne. Elle doit toucher non seulement le soldat qui risque sa vie pour les intérêts de la bourgeoisie, mais aussi tous ceux qui s'intéressent à lui. Elle doit entretenir le mécontentement

général à l'endroit du militarisme et développer en même temps chez les jeunes soldats la conscience claire et nette, que seule la victoire de la Révolution internationale détruira le militarisme. La guerre mondiale a suffisamment démontré aux masses prolétariennes et paysannes pauvres qu'elles n'avaient rien à y gagner. Faisons connaître le chiffre fabuleux des pertes, le nombre des blessés, des mutilés, les souffrances endurées, et l'indifférence presque totale des gouvernements capitalistes à l'égard de ceux qui sont, du fait de la guerre, incapables de gagner leur pain. Rappelons aux masses les destructions dues à la guerre, les horreurs qu'elles ont vécues ; l'anéantissement des richesses qui a provoqué, dans l'après-guerre, la misère économique sans cesse grandissante de la classe ouvrière. Car notre but est, tout d'abord, de démoraliser l'armée bourgeoise, puis de la gagner à nous en prouvant que, seul, l'avènement du communisme mondial amènera l'anéantissement définitif du militarisme et de la misère.

Le parti communiste devant demeurer la seule force organisée après la désagrégation de l'armée capitaliste, dernier appui de la bourgeoisie mondiale, les masses des paysans pauvres se trouveront irrésistiblement entraînées vers lui.

Dans la propagande antimilitariste au sein des masses paysannes nous nous limiterons afin de nous faire mieux comprendre aux questions qui les touchent plus particulièrement et leur rendent le service militaire particulièrement odieux. Nous devons adapter notre propagande à la mentalité de ceux qu'elle vise et aussi à leurs besoins économiques actuels. Notre but immédiat est, non de gagner au communisme intégral les masses paysannes pauvres, mais de discréditer complètement à leurs yeux la bourgeoisie, de leur montrer l'antagonisme irréductible

existant entre leurs intérêts et ceux des capitalistes et de conquérir ainsi leur sympathie.

Quant à notre propagande antimilitariste parmi les jeunes prolétaires, elle soulignera surtout — et ceci est nouveau — la nécessité absolue, la nécessité urgente de former nous-mêmes une armée rouge pour rendre possible la victoire définitive du soulèvement révolutionnaire et assurer ensuite la défense de la révolution. A l'idée du désarmement universel et de la paix en régime démocratique, chère aux jeunes centristes et social-patriotes, opposons la grande vérité de l'impossibilité absolue de la paix tant que subsiste le capitalisme.

Au cours de notre propagande, la question de la désertion se pose souvent. Contrairement à l'ancien point de vue des antimilitaristes pacifistes qui la préconisaient, nous nous y opposons énergiquement, car elle a pour effet, en astreignant le militant à l'abandon de son propre pays, de priver le mouvement de forces utiles. Entrer à la caserne, y être avant tout communiste et propagandiste communiste, tel est notre programme. Ce sont ces noyaux qui, les premiers, jetteront le désarroi dans l'armée, au moment où le prolétariat des villes et des campagnes passera à l'insurrection et c'est sous leur influence que se produira la fraternisation des soldats et du prolétariat en armes.

Les jeunes prolétaires, les futurs soldats de l'armée rouge prolétarienne, doivent être formés par notre propagande à l'idée des devoirs impérieux qui les attendent aux premières heures des prochaines luttes révolutionnaires. Et le jour où il y aura une armée rouge mondiale, la bourgeoisie internationale sera condamnée sans appel. La révolution victorieuse n'aura plus besoin, dès le lendemain, de se défendre, et l'armée aura vécu.

Comment se posait hier la question du « Front unique »

Dans le **Manifeste du Comité exécutif** du 17 juillet 1921, la Troisième Internationale donnait aux partis communistes du monde entier la tâche de « mener sur un front uni le prolétariat à la lutte ». Cette magnifique expression de « l'unité », front unique de tous les prolétaires dans la **guerre** de classe, si contraire à tout esprit de collaboration et de compromis avec l'adversaire bourgeois, est devenue le paravent de tous les compromis, de tous les reniements de la tradition communiste avec laquelle on feint, par ce terme, d'établir un lien de continuité — à tel point que nous hésitons désormais à l'employer, et lui préférons le terme de **front prolétarien**.

Nous avons repris sous plusieurs formes dans notre presse la question du front unique (1), avec un historique détaillé et de larges citations des textes de l'Internationale et de ceux de la Gauche. Nous rappelons ici le sens initial de ce mot d'ordre, le plein accord de notre courant avec cette tactique de l'Internationale dans les intentions de ses promoteurs, et enfin les applications trop élastiques qui ont préparé sa dénaturation passée et à plus forte raison actuelle.

Nous précisons dans un prochain article la façon dont nous pouvons **aujourd'hui** avancer la perspective du front prolétarien, qui continue à orienter notre activité extérieure, et surtout le **travail** qu'il impose, ainsi que les problèmes qu'il peut impliquer dans la période actuelle — problèmes de tactique et d'évaluation des forces surtout.

En 1921, le but du front unique était premièrement d'unir sur la base de la défense de leurs intérêts les plus immédiats tous les prolétaires, divisés par catégories, sexes, nationalités par le capitalisme, et divisés aussi par leurs appartenances politiques et syndicales diverses, cette défense générale étant la meilleure préparation pour une contre-offensive d'ensemble dirigée contre la bour-

geoisie. Deuxièmement, de montrer ainsi dans les faits, et non dans la seule propagande, que si les communistes ne sont pas seuls à pouvoir proposer ces buts nécessaires que sont la lutte pour le pain, pour la défense (alors) de la journée de huit heures, pour la défense des organisations ouvrières, ils sont en revanche les seuls capables de mener cette lutte immédiate de **façon conséquente** : non pas en garantissant à tout coup son succès, mais en disposant tous les efforts — même en cas de repli nécessaire — dans un sens favorable à l'unification de la classe, donc à ses succès futurs. Parallèlement, les communistes se donnaient ainsi les moyens de « démasquer » l'opportunisme en montrant également **des faits** que même sur le terrain qu'il prétend occuper par excellence, celui de la défense quotidienne des travailleurs, ses positions politiques l'amènent nécessairement à freiner, dévoyer et finalement trahir cette lutte immédiate.

Cette démonstration était facilitée par l'ampleur de la crise mondiale et des bouleversements provoqués par la guerre : la bourgeoisie, prise à la gorge, pouvait difficilement accorder aux ouvriers même les plus minces concessions économiques. Pour le réformisme, il était ainsi beaucoup moins facile qu'en période de prospérité bourgeoise de donner quelque vraisemblance à ses promesses d'une amélioration progressive possible du sort des ouvriers. Mais aussi, et malgré un début de reflux de la vague révolutionnaire, la classe était encore **en mouvement** sur une vaste échelle, condition essentielle sans laquelle les seules difficultés économiques de la bourgeoisie ne suffisent pas à déblayer le terrain. La lutte de classe ne progresse pas comme une leçon sur un tableau noir : on ne « démasque » personne, on ne met aucune force au pied du mur avec des masses ouvrières inertes ou complètement paralysées par l'attaque bourgeoise.

Cette tactique découlait à l'origine d'une vision parfaitement matérialiste : d'une part, parce que **l'action, et les besoins, précèdent la conscience**. D'autre part, parce que, si une révolution ne se fait pas sans parti, elle ne se fait pas non plus avec les seuls militants d'un parti, mais, comme nous le rappelions en 76, avec « les prolétaires qui, sans s'être élevés à la vision générale du marxisme, ont appris à reconnaître dans le parti qui la représente et la défend, leur direction sûre, inflexible et rigoureuse, dans chaque bataille même petite, voire dans chaque escarmouche avec l'ennemi » (2).

C'est pourquoi notre courant s'employa à expliquer cette tactique — entre autres au congrès de Marseille du PCF en décembre 1921 — et à la défendre contre les critiques de centristes indignés de se voir contraints de renouer — croyaient-ils — avec des forces réformistes dont ils avaient eu tant de peine à se séparer ! C'est pourquoi il donna par son action dans les organes de l'Alliance du Travail, formée en Italie en 22, l'exemple le plus conséquent de lutte pour le front unique sur des revendications immédiates, mais en précisant avec rigueur les **conditions** et les **limites** de cette tactique : unification de tous les conflits partiels provoqués par l'offensive capitaliste, sur la base de revendications et de méthodes de classe, acceptables en principe par tous les courants (et non exclusivement économiques, précisons-le : ils comprenaient par exemple la défense des organisations prolétaires, ou la lutte contre la répression) et non compromis sur un programme global, où c'est toujours la position droitiste qui attire l'autre, et surtout, pas d'accord sur ce qui constitue le but propre du parti, qu'il est le seul à pouvoir remplir, la conquête du pouvoir et l'exercice de la dictature. Union de tous les prolétaires sur la base d'organismes ouverts à tous

indépendamment de leur appartenance politique, et donc susceptibles d'être conquis à l'influence et à la direction du parti communiste, et non sur la base de coalitions politiques avec d'autres partis soi-disant ouvriers. Distinction rigoureuse entre **l'ouverture** totale des organismes unitaires à tous les prolétaires prêts à lutter et la **fermeture** nécessaire du parti. Ces conditions étaient indispensables pour le maintien **des faits** de la nécessaire liberté de critique et de mouvement, et de l'indépendance politique et organisationnelle du parti communiste à l'égard de tous les autres partis, maintien sans lequel cette tactique perd tout son sens.

Ces limites impératives, ainsi que les règles d'action permanentes du parti qui permettent de les appliquer (pas d'accords périphériques, centralisation par le parti de toutes les initiatives unitaires de ses organismes) sont, comme nous l'avons dit, un acquis historique irréversible.

De glissements en glissements, dans sa tentative d'exploiter au maximum les sursauts de la vague révolutionnaire, l'IC fut au contraire amenée à passer de cette tactique bien fondée mais insuffisamment délimitée dans l'application, à des accords au sommet avec les Internationales II et

(suite page 8)

(1) Voir principalement, dans *Programme communiste*, les articles « En mémoire d'Amadeo Bordiga - La tactique de l'Internationale », n° 51-52 et « Discours au V^e Congrès », n° 53-54, et dans *Le Proletaire*, les séries « Leur front unique et le nôtre », n°s 219 à 224 et « Le sens de notre activité extérieure », n°s 212 et 214, et les articles « Contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme, front uni du prolétariat ! », *Le Proletaire* n° 185, et « Parti ouvert et parti fermé », *Le Proletaire* n° 184.

(2) « Le sens de notre activité extérieure », *Le Proletaire* n° 214, février-mars 1975.

Que faut-il entendre par « méthodes de classe » ?

Nos camarades travaillant dans les **Comités de soutien aux Foyers** diffusent un texte intitulé : « Solidarité de classe prolétarienne avec la lutte des foyers — la lutte pour une orientation de classe dans les **Comités de soutien aux Foyers Sonacotra**,

Adef, Aftam... en lutte ». Ce texte, particulièrement indispensable à cette heure du reflux de la lutte sous la terrible pression de l'adversaire, définit notre attitude dans ce type d'organisme. Nous en reproduisons ci-dessous un chapitre.

L'appel à la solidarité ouvrière et à la solidarité « démocratique » se traduit naturellement par des méthodes différentes.

L'expérience montre que la plupart du temps, les forces qui ont voulu s'adresser au « peuple », aux « démocrates », ou aux « anti-racistes » dans les **Comités de Soutien** sont ceux-là mêmes qui ont en même temps cherché à vendre la lutte aux partis de gauche ou aux directions syndicales.

Les autres n'ont été capables que d'avancer des actions publicitaires touchant la soi-disant « opinion publique » par des coups d'éclat sans lendemain, ne laissant aucune trace et ne permettant pas d'organiser les travailleurs.

Pour nous, le travail envers la classe n'est pas un mot creux. La classe ouvrière peut tirer une puissance immense de la solidarité la plus large sur ses intérêts ou buts communs et de l'utilisation des moyens de force que donne le capitalisme lui-même. La classe ouvrière produit toute la richesse et, **en croisant les bras**, elle prend conscience de sa force sociale. La classe ouvrière est concentrée dans les **grandes usines**, entassée dans de grandes cités. La mobilisation de cette force concentrée, **que n'a aucune autre classe**, doit être mise au service de sa propre lutte.

Sans doute cette force n'est encore qu'une force **en puissance**, car elle est gênée par le sabotage permanent des agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier que sont les partis réformistes et les appareils syndicaux à leurs ordres.

Mais c'est la **mise en action** de la force

de classe du prolétariat qui permet la seule défense efficace face à la bourgeoisie. Il est donc nécessaire de lutter pour l'éveiller et l'organiser, de mettre en avant les méthodes qui permettent de la **préparer** à agir. Une longue expérience montre que tous ceux qui ont imaginé faire l'économie des difficultés, les surmonter par des manœuvres ou des expédients non seulement n'ont pas aidé à faire renaître cette force, mais encore l'ont stérilisée.

Un axe de la propagande et de l'appel à la solidarité est de mettre en lumière dans chaque lutte particulière, son **aspect général intéressant toute la classe**, ce que fait, à notre avis, de façon satisfaisante le **texte complémentaire à la plate-forme** de 76.

Toute victoire, même sur le plan immédiat, est le résultat d'un rapport de forces, où la classe ouvrière doit mettre, face à la bourgeoisie organisée autour de son Etat, avec ses moyens de répression (flics, justice) et de mensonge (en particulier les faux « dirigeants ouvriers »), le maximum de **forces** de son côté.

C'est bien la raison pour laquelle la bourgeoisie lance ses larbins pour expliquer qu'on peut à tout prix éviter la lutte, que la classe ouvrière ne doit pas utiliser sa force ; qu'elle lance sa police dès que les ouvriers échappent à l'influence de ces menteurs, pour briser ces **pôles de vie ouvrière** que sont devenus les foyers, pour tenter de mater l'immigration et toute la classe.

Il s'ensuit que le travail pour aider à la constitution de cette **force de classe** passe par :

1) Une propagande pour l'utilisation des armes de la lutte ouvrière : la grève, l'auto-défense, la solidarité face à l'adversaire.

2) Une action prioritaire en direction des **grandes usines, des grandes cités où la classe lutte et vit**, afin de préparer de **longue haleine** la mobilisation la plus large.

La lutte ouvrière subit, sous l'effet des circonstances, des avances et des reculs ; toute grève ne vainc pas toujours, mais son vrai résultat est l'**union grandissante des travailleurs**. Cette union se matérialise dans l'**existence d'un minimum d'organisation** capable

- a) de tirer les leçons des luttes,
- b) de préparer les luttes futures.

La conséquence en est que dans les deux objectifs de chaque lutte :

- a) obtenir des améliorations immédiates de la situation des travailleurs,
 - b) souder les rangs ouvriers,
- le second devient le plus important si les **deux entrent en conflit**.

Voici les principes et les méthodes ; nous ne les avançons pas **comme des précautions** à toute action ou à notre participation à la lutte. Nous savons que la lutte prolétarienne part aujourd'hui d'un niveau extrêmement bas et nous nous proposons de faire la preuve par l'**expérience** de l'efficacité de ces méthodes dans la lutte ouvrière, en acceptant toute proposition, même insuffisante, même si elle n'est pas nôtre, pourvu qu'elle permette l'**éveil des ouvriers à leurs intérêts communs et le renforcement de leurs rangs, au lieu de les gêner**.

L'austérité au grand galop

(suite de la page 1)

1979, les effectifs occupés dans l'industrie sont tombés de 6,1 millions à 5,6 millions, soit 100.000 suppressions par an. Et les profits ne s'en portent que mieux. « *Pour les entreprises industrielles, écrit le Nouvel Economiste* du 21-1, *l'exercice 1979 aura été sans doute le meilleur depuis la « crise » de 1974. 31 % des chefs d'entreprise interrogés par l'INSEE en décembre dernier avouent que leurs résultats d'exploitation ont été satisfaisants ; résultats jugés moyens pour 37 % des industriels, et faibles pour 32 %. Au total, de très bons scores, qui rappellent les premières années de la décennie 1970. L'amélioration des bilans semble indiscutable. Pour la plupart des entreprises, c'est une bonne surprise : au printemps dernier, à l'annonce des hausses pétrolières, personne n'osait prévoir une année 1979 aussi favorable* ».

Le nombre actuel des chômeurs est de 1.500.000 environ (1.900.000 selon la CGT) et ce chiffre est destiné à s'accroître. D'après une estimation de l'INSEE publiée dans le numéro de l'*Expansion* cité plus haut, la population active théoriquement disponible en 1990 sera de 25,2 millions de personnes. L'emploi n'en occupera que 22,1 millions. La différence est de 3,1 millions.

Quels que soient les scénarios de « croissance » mis au point pour la prochaine décennie par les instituts de prévision économique, celle-ci sera faible et le refrain que la bourgeoisie continuera à seriner sur tous les tons à la classe ouvrière, en France comme ailleurs, sera : « Faites des sacrifices et serrez-vous la ceinture ». Pour les prolétaires, la seule façon de répondre à la crise est au contraire de reprendre les armes de la lutte de classe et de défendre avec acharnement leurs conditions de vie et de travail, préalable indispensable à leur émancipation du joug du capitalisme.

Sur le Comité national contre les licenciements en Italie

Dans la situation actuelle de la classe ouvrière qui, après des décennies de pénétration de l'opportunisme dans ses rangs, se trouve affaiblie, divisée, enfermée dans le cadre de la défense individuelle, de « son » entreprise et de « son » économie nationale, tout épisode qui montre la tendance à retrouver le chemin de l'unité et de la résistance de classe à l'exploitation capitaliste, éveille notre intérêt actif.

La constitution du Comité national contre les licenciements en réponse à l'offensive de la Fiat est importante moins par ses dimensions actuelles, que par la méthode suivie et les réactions qu'elle a entraînées. Nous avons déjà montré, dans les numéros 301 et 302, quel a été le difficile chemin qui a mené à la constitution de cet organisme de résistance, et comment nos camarades en Italie y ont contribué.

Après avoir démonté les positions de ceux qui cherchent à construire le parti dans les luttes immédiates et qui voulaient donner pour base au Comité une plate-forme politique complexe, le Comité national contre les licenciements s'est organisé unanimement hors de l'appareil syndical, contre ses objectifs et contre toute illusion de pouvoir faire pression sur les sommets syndicaux. Mais le Comité a bien précisé qu'il n'avait aucune intention d'abandonner au syndicat la masse des ouvriers et qu'il ne renoncerait donc pas à travailler dans les structures syndicales de base.

Loin de se limiter à la simple réponse aux licenciements « disciplinaires » de Fiat et aux licenciements en général, le Comité a posé dans son appel constitutif une série de jalons revendicatifs qui intéressent tous les ouvriers, actifs et chômeurs. Il a donc appelé les travailleurs à se battre :

- contre les licenciements et pour la défense de l'emploi,
- pour le salaire aux chômeurs et aux licenciés,

- pour la réduction de la journée de travail avec le même salaire et sans augmentation de la productivité,

- pour de fortes augmentations de salaire non liées à la qualification professionnelle,

- contre la « mobilité ».

Lors d'une assemblée tenue le 16-12, le Comité a clarifié la direction dans laquelle il entend poursuivre son travail. Si, selon nous, une organisation politique ne peut se passer d'une série de **préalables politiques** conditionnant l'adhésion de ses membres et qui embrassent toutes les grandes questions de la lutte historique entre prolétariat et bourgeoisie, ces préalables constitueraient au contraire un **obstacle** à l'organisation des prolétaires sur le terrain de leur **défense immédiate**. C'est cette orientation que le Comité a reprise. Une fois établi qu'il se constituait en tant qu'organisme économique et non en tant que « parti politique », « embryon de parti », ou encore moins « cartel d'organisations », il s'agissait de définir dans quel sens on peut parler d'orientation politique d'un organisme économique.

En effet, même le refus de signer le document dans lequel le syndicat condamnait ouvertement tout recours à la force et à l'intimidation dans les luttes ouvrières constituait déjà un **critère de délimitation politique**, tout comme le fait de revendiquer les objectifs et les méthodes de la lutte de classe. Mais cette démarcation classiste, tout comme la base de constitution du Comité en dehors et contre la politique collaborationniste du syndicat ne constitue en rien un obstacle pour les prolétaires qui veulent se défendre, bien au contraire.

Le Comité a, en outre, réaffirmé qu'il ne posait pas comme préalable à l'adhésion que ses membres déchirent leur carte syndicale, et que son axe de travail

était de construire avec les forces disponibles, même les plus réduites, une **organisation** qui, en contact avec la classe ouvrière, soit le **point de référence** d'une orientation de classe.

Dans ce but, il a été ajouté que remplir la tâche de délégué d'atelier peut être utile, dans la mesure où celui-ci est le **délégué des travailleurs** qui l'ont élu et s'engage à en défendre les intérêts face à l'entreprise et au syndicat lui-même ; il faudrait au contraire refuser nettement si le délégué d'atelier est, ou devient, **délégué du syndicat** parmi les travailleurs pour jouer un rôle de collaboration. L'acceptation ou le refus sont donc une question de contenu et non de forme.

Donc **refus de la collaboration de classe sous toutes ses formes** : après cette déclaration de guerre ouverte contre les pratiques et les objectifs collaborationnistes, le Comité s'est mis à l'œuvre. Une série de débrayages et d'agitations contre les licenciements, bien qu'extrêmement minoritaires, ont déjà eu pour but d'indiquer aux ouvriers ce point de ralliement opposé au syndicat.

Après s'être doté d'une plate-forme revendicative, le Comité doit maintenant passer à un travail pratique quotidien et continu, dans lequel il trouvera les moyens de compléter ses revendications sur la base des exigences réelles des travailleurs ; c'est par ce travail qu'il renforcera son organisation et élargira le rayon d'action de sa propagande et son organisation, puisque son but est de fonctionner en **Comité national**, par l'établissement d'un réseau de liaisons territoriales.

C'est à ce travail difficile, minimum, encore largement minoritaire, que nos camarades apportent leur contribution directe. C'est aussi par ce travail obscur que notre parti se donne la capacité de diriger demain le prolétariat dans sa lutte révolutionnaire.

« Approfondissement du dialogue social »

Par tous les moyens, le gouvernement essaie depuis des mois de faire passer la réforme de la réglementation du temps de travail que les syndicats, surtout la CFDT, ont présentée comme le gros lot qui justifiait leur zèle pour la négociation. Série de discussions autour du tapis vert, projet de loi et maintenant un médiateur, le PDG d'Air France : sollicitude suspecte !

Personne — sauf les syndicats — ne prend plus la peine de dissimuler qu'il s'agit avant tout, pour le patronat, de se débarrasser de la loi des 40 heures, d'adapter encore mieux l'effort prolétarien à la machine productive. Le négociateur, d'ailleurs, ne s'est-il pas qualifié en résistant notamment à toutes les revendications sur le temps de travail des contrôleurs de l'air ? Malgré les succès du plan Barre que sont la baisse des salaires (de 2 à 4 % officiellement reconnus), et le dégraissage tous azimuts de la main-d'œuvre, le patronat grille d'impatience : il réclame encore plus d'oxygène, la suppression de toutes les entraves légales qui, si mal appliquées soient-elles, limitent sa liberté de licencier le personnel excédentaire et de sur-exploiter celui qui reste.

Comme l'écrivent *Les Echos* du 8-1-80 : « Le moment est venu d'adapter notre droit du travail aux **nouvelles données sociales** et aux impératifs de la vie économique ». Mais en même temps, surtout pour les petites et moyennes entreprises, il ne peut tolérer, dans son besoin d'avoir les coudées franches et de parer à la crise par tous les moyens, la présence et l'implantation de partenaires syndicaux, même archi-conciliants, mais qui peuvent plus facilement traiter avec le patron au mieux des intérêts de la production dans les grandes entreprises, où il y a une certaine marge de manœuvre.

C'est pourquoi le gouvernement a dû

(suite page 8)

Vient de paraître
Brochure « Le Prolétaire » N° 12
**SOLIDARITE
PROLETARIENNE
CONTRE LE CONTROLE
DE L'IMMIGRATION**
Prix : 5 F
Commandes au « Prolétaire »

Brochures
« Le Prolétaire »
« LA QUESTION FEMININE »
de nouveau disponible
Commandes au « Prolétaire »
Prix : 4 F

Argent, richesse et socialisme

(suite de la page 2)

Dans l'ancienne société, explique le *Quotidien du Peuple*, on ne pouvait séparer l'idée de s'enrichir de l'exploitation des ouvriers et des paysans. C'est pourquoi le vieux souhait a disparu avec le communisme (*sic!*) en 1949.

Mais par la suite, les extrémistes du parti ont avancé l'idée que la pauvreté était glorieuse et la richesse honteuse, ignorant ainsi l'objectif chinois de la victoire sur la pauvreté.

« L'enrichissement dont nous parlons, ajoute le *Quotidien du Peuple*, est un accroissement de la richesse matérielle socialiste qui améliore progressivement le niveau de vie des masses. » Et pour aider la société à s'enrichir, le niveau de vie doit s'améliorer plus vite, bien entendu, pour ceux qui apportent une contribution plus grande à l'amélioration de la richesse collective.

« Enrichissez-vous » disait déjà en France, au siècle dernier, Guizot. Mais lui au moins ne se disait pas socialiste.

Lutte contre les lois anti-ouvrières Stoléru-Bonnet

Le collectif de Garges à l'heure des choix

Malgré les faibles forces qu'il regroupe, le « Collectif de Garges » — composé notamment du Comité de Coordination des foyers, d'un peu plus d'une dizaine de sections syndicales d'entreprise et groupes de travailleurs, et d'organisations de l'immigration telles que l'UTIT, l'AMF, le CTA — est né en réponse à un besoin réel, celui de résister à l'aggravation de la répression et du contrôle qui s'abat sur les travailleurs immigrés et dont les projets de loi Barre-Bonnet-Stoléru ne sont que le paravent juridique. Il est une des premières tentatives de réunir des travailleurs français et immigrés dans une structure qui cherche à se donner une forme d'organisation pour mener un travail régulier, même si cela se fait encore confusément. Pour ces raisons il nous semble important d'aider à la clarification de ses bases, à un moment critique de son existence. Les problèmes qu'il rencontre tiennent en effet essentiellement au fait qu'il n'a pas encore clairement défini sa plate-forme, les méthodes de lutte qu'il se donne et son orientation.

Après les mobilisations du 7 juillet, du 29 septembre et la manifestation du 1^{er} décembre, tous ces problèmes non réglés devaient revenir au premier plan. En ce qui concerne les buts que se donne le Collectif et sa plate-forme, deux conceptions s'opposent. La première dit qu'il faut se contenter d'une plate-forme minimum et très large (la lutte contre les lois et pour l'égalité des droits), afin de rassembler le plus de forces possible. C'est à notre avis une concession inutile qui ne fera pas entrer dans la lutte les forces qui ont trahi les intérêts des travailleurs, comme les directions syndicales par exemple, et d'autre part ce minimalisme n'a guère de chance d'attirer les travailleurs qui veulent se défendre réellement, car ils ne peuvent y voir de différence avec ce que leur propose habituellement l'opportunisme syndical.

La deuxième, que nous défendons pour notre part, est celle d'une plate-forme qui énonce clairement et le plus complètement possible les besoins réels des travailleurs immigrés en les reliant aux besoins de toute la classe ouvrière, même si certaines revendications doivent déplaire à telle ou telle force politique ou syndicale. Qu'on songe à la force d'attraction de la plate-forme revendicative du Comité de Coordination, dans laquelle se sont reconnus des dizaines de milliers de résidents, et dont de nombreux points ont pourtant été combattus par des organisations qui prétendent lutter aujourd'hui contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru.

A notre avis cette plate-forme devrait s'établir autour des points suivants : a) la lutte contre les projets de lois anti-immigrés et contre leur application, pour le renouvellement automatique des cartes de séjour et de travail et la régularisation de tous les sans papiers ; b) la revendication de l'égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés et le refus de toute discrimination ; c) le refus du contrôle de l'immigration et la revendication de la liberté d'entrée et de circulation pour les travailleurs et leurs familles ; d) le soutien à la lutte des foyers sur la base de sa plate-forme.

Mais une plate-forme à elle seule ne saurait suffire : il faut y ajouter les orientations et les méthodes que l'on se donne pour la faire aboutir, en opposant à la conception démocratique la conception de classe. Pour la première, toute action se place dans une optique publicitaire qui vise à alerter « l'opinion publique » ou les « forces progressistes » en espérant ainsi faire pression sur le Parlement ou sur l'Etat. Les méthodes et les orientations de classe ont un double objectif : la satisfaction des revendications immédiates d'une part, et l'union grandissante des travailleurs pour les préparer aux

luttes ultérieures d'autre part. La grève est une arme essentielle de la classe ; c'est pourquoi, même si on n'a pas la force de la déclencher immédiatement, il faut affirmer que c'est dans cette perspective qu'on travaille.

Lorsque la plate-forme et les orientations et méthodes du Collectif seront définies sur des bases de classe, sa composition, son mode de recrutement en découleront « naturellement ». Le danger serait qu'actuellement, en l'absence de ces bases, le Collectif cherche à mettre des barrières formelles à l'adhésion, en n'admettant par exemple — comme le voudrait une partie du Collectif — que les représentants de sections syndicales dûment mandatés, à l'exclusion de groupes de travailleurs n'ayant pas la force de conquérir le bureau de leur section ou même qui travaillent en dehors d'elles. Cette mesure reviendrait, en fait, à offrir le Collectif aux directions syndicales car la plupart des sections leur sont soumises, ou ne sont pas capables d'échapper à leur emprise. Les sections syndicales qui font aujourd'hui un réel travail pour organiser les travailleurs sur des bases de classe sont très rares et elles se heurtent très vite à l'hostilité des directions syndicales. Ce sont bien sûr ces sections-là qu'il faut chercher à rallier en priorité au Collectif ; mais on ne peut pas se priver de l'appui de forces qui sont organisées en dehors des structures syndicales officielles, comme certains groupes de travailleurs, ou comme les Comités de Soutien à la lutte des foyers, ni même de l'appui de travailleurs individuels, dès lors qu'ils acceptent la plate-forme du Collectif et ses orientations.

Telles sont selon nous les conditions pour que ce Collectif puisse devenir un pôle de regroupement autour duquel s'organise une riposte de classe à l'attaque de la bourgeoisie contre la fraction immigrée de la classe ouvrière.

Trente ans de capitalisme réel en RDA

(suite de la page 4)

corrigée suivant la conjoncture, et dont les objectifs sont fixés de façon à être dépassés !

Cet échec, patent à la fin des années 60, signifie simplement ceci — aussi bien pour la Tchécoslovaquie que pour la RDA : la croissance économique, dans ces pays industriels développés, exige de la part des forces économiques un plus large champ d'action ; mais si on le leur concède, elles courent s'acquiescer avec l'Occident.

Honecker, qui avait remplacé en 1971 Ulbricht à la tête de l'Etat, proclama le début d'une ère de consommation de masse. Le 8^e Congrès du parti faisait de l'amélioration des conditions de vie de la population le « premier commandement ». Mais cela a vite disparu devant la nécessité de nouveaux investissements, comme le reconnaissait en 1976 le 9^e Congrès. Pris entre l'Est et l'Ouest, le capitalisme de la RDA est placé devant la douloureuse nécessité d'accentuer son intégration au marché mondial : pour remplir ses engagements vis-à-vis de la Russie (alors que les prix des matières premières montent constamment, en particulier celui du pétrole et du gaz naturel), mais aussi pour développer son économie, il lui faut importer toujours davantage de technologie occidentale ; or la monnaie d'échange est de plus en plus difficile à trouver.

Tout comme à l'Ouest, il faut donc « rationaliser », c'est-à-dire augmenter l'exploitation. Cela signifie augmenter la charge de travail et diminuer la consommation non seulement des articles dits « de luxe », mais aussi de ceux de première nécessité, diminuer ces prestations sociales tant vantées. Cela signifie accroître l'antagonisme entre le capital et le tra-

vail, un antagonisme qui domine la vie de la RDA depuis qu'elle existe. Les capitalistes de la RDA ont essayé de contrôler cet antagonisme par la carotte et le bâton : d'une part, ils ont institué la « double monnaie » et autorisé (sinon invité !) les prolétaires de l'Ouest à aider leurs familles de l'Est, tout en profitant des devises fortes que l'Etat récupère ainsi à travers les Intershops, ces magasins d'Etat vendant les produits étrangers contre les devises ; d'autre part, ils ont pris les mesures d'intimidation et de terreur les plus sévères.

Mais il leur devient de plus en plus difficile de maîtriser les conflits sociaux qui tendent à éclater aussi spontanément que violemment, et les signes de mécontentement et de révolte qui se multiplient dans la jeunesse prolétarienne les inquiètent grandement. La rupture de la paix sociale et de l'union sacrée que le stalinisme avait réussi à imposer sera facilitée par l'écroulement du mythe du « paradis de l'Ouest ». Pendant des années, les ouvriers de la RDA ont été hantés par cette fausse alternative et croyaient pouvoir trouver là le salut. La montée de la crise démasque toujours plus la réalité de ce faux paradis, coupe l'herbe sous les pieds aux dissidents réformistes et démocrates qui vantaient ses conquêtes, et obligera les prolétaires de l'Est comme ceux de l'Ouest à chercher le salut là où il est, dans le retour à la lutte de classe prolétarienne.

Trente ans de RDA : trente ans d'accumulation capitaliste, trente ans d'exploitation et d'oppression du prolétariat, trente ans pendant lesquels, au nom du « socialisme réel », le socialisme a été foulé aux pieds. Lutter pour le communisme, c'est dénoncer cette usurpation, c'est surtout dénoncer le « socialisme national ». La prétention stalinienne d'avoir construit « une

nation socialiste en terre allemande » est si ridicule, qu'un politicien aussi peu inspiré que le chrétien-démocrate Kohl a pu en faire la juste critique : « La prétendue nation socialiste de la RDA est une contradiction dans les termes, car le concept national et celui de classe sont inconciliables. Seul l'un des deux peut donner le fondement d'une conception de l'organisation politique de la société : ou la nation, ou la classe ».

C'est à la lumière de cette claire position de classe de la bourgeoisie qu'on peut juger les affirmations des gauchistes d'Est ou d'Ouest, maoïstes ou trotskistes, quand ils parlent d'une « réunification nationale révolutionnaire » allemande ! A cela nous répondons : ce qu'on appelle le peuple allemand a toujours été divisé. Avant l'explosion industrielle, c'était un manteau d'Arlequin ; après l'unification forcée « par le sang et le fer » de Bismarck, prolétariat et bourgeoisie s'opposaient. Même si l'Autriche, « partie constituante » de la « nation » allemande, n'a pas été intégrée, la question est depuis cette date non pas nationale mais internationale. La division du Reich en 45 n'a été en rien le résultat de la défaite d'une guerre de libération ou d'unification (comme l'ont prétendu par exemple les nazis !), mais celui de la défaite dans une guerre impérialiste. C'est l'impérialisme allemand qui a été terrassé par ses concurrents victorieux, non la « nation » allemande. Poser, au nom du mouvement prolétarien, la « question nationale » en Allemagne ne peut avoir qu'un sens social-impérialiste, seul point d'accord possible entre le prolétariat et la bourgeoisie. L'extension de la révolution en Europe ne se réalisera pas au nom du rétablissement des nations, mais en vue de la destruction des frontières nationales et de l'extension de la dictature du prolétariat.

Démocratie casquée

(suite de la page 4)

peines, lui qui réclame que soient adoptées d'urgence des « mesures correspondant à la gravité de la situation ». Faisant l'éloge de la délation, il a exhorté « les citoyens » à aider la justice et la police. Bref il demande un renforcement de l'appareil répressif de l'Etat pour aujourd'hui et pour demain.

C'est qu'en réalité ces mesures — comme le prouve aussi le fait qu'on a mobilisé dans la lutte contre le terrorisme en Italie du Nord une division entière de carabinieri, soit 25.000 hommes, sous la conduite d'un général — sont surtout destinées à intimider et à terroriser la classe ouvrière pour essayer de prévenir la reprise sur une large échelle de la lutte et de la guerre de classe. Dans ce travail, l'aide des faux partis ouvriers est précieuse.

Devant la tendance irréversible au terrorisme ouvert de la démocratie bourgeoise, il ne sert à rien de rêver à un impossible retour en arrière vers des formes libérales. La seule position est de combattre le terrorisme de l'Etat au nom de la révolution prolétarienne et de forger son organe, le parti communiste, en le préparant à ses tâches, et de préparer la classe à se placer sur le terrain de la force et non celui du droit.

Amérique latine

(suite de la page 4)

tuées par l'armée et la police avant la fin de l'année. Un record que le « gorille » Romero, renversé par ce *golpe*, n'avait jamais égalé : efficacité de la démocratie !

Pour essayer de redorer le blason du nouveau régime, les partis « de gauche » ont quitté le gouvernement et sont passés à l'opposition — une « opposition » purement légale, pacifique, bref démagogique — qui bêle pour des réformes sociales, et tout le blablabla bien connu. Mais cette manœuvre réussira d'autant plus difficilement à endiguer les tensions sociales que les classes dominantes de El Salvador ne disposent pas d'une base économique et sociale sur laquelle asseoir un régime démocratique tant soit peu stable — et c'est là un trait commun à pratiquement tous les pays latino-américains. C'est là le malheur des impérialistes et des classes dominantes indigènes ; et c'est un facteur qui joue en notre faveur à nous, révolutionnaires.

La question du « Front unique »

(suite de la page 6)

II et demie, entre l'Internationale Syndicale Rouge et l'Internationale jaune d'Amsterdam, où c'étaient d'ailleurs les réformistes qui imposaient leurs préables ; elle en vint aussi à donner son appui à des « gouvernements ouvriers » où dominaient les partis agents et chiens de garde de la bourgeoisie, et son aval à des manœuvres douteuses qui, comme le démontraient le représentant de la Gauche au V^e Congrès de l'Internationale, revenaient « à délivrer un certificat de capacité révolutionnaire à [des forces non communistes], contredisant ainsi tout notre travail théorique, toute notre œuvre de préparation politique de la classe ouvrière » (3).

Mais ce sont justement ces flottements, ou plutôt leur caricature, après le reniement des principes initiaux de l'IC par la contre-révolution stalinienne, que les mouvements d'extrême gauche actuels ont

« Approfondissement du dialogue social »

(suite de la page 7)

rappeler à l'ordre une partie du patronat : « Surmontez les résistances qui vous détournent de l'innovation sociale. Tenez compte des facteurs humains qui commandent l'avenir et la prospérité des entreprises » a recommandé R. Barre au récent colloque de l'Expansion... « Les résultats des élections prud'homales du 12 décembre ont confirmé les espoirs que j'avais sur ce point. Nul ne peut nier la représentativité des syndicats ni leur rôle dans les relations sociales ». Il faut que « l'année 1980 soit celle de l'extension et de l'approfondissement du dialogue social, car le dialogue social, c'est la clé de l'unité de la France » (Les Echos du 11-1-80).

La bourgeoisie la plus consciente rappelle ainsi ses éléments les plus bornés au sens de l'intérêt général. Il est urgent que le prolétariat se donne les moyens de répondre sur le terrain de la lutte à cette attaque générale, et fasse éclater cette « unité de la France » au nom de laquelle bourgeoisie et opportuniste prétendent lui imposer tous les sacrifices.

retenus de l'Internationale. Les maoïstes transformant ce qui était un front uni de la classe en un bloc sans principes des mécontents, un magma « populaire », où les intérêts prolétariens sont submergés par les points de vue petit-bourgeois, ou carrément bourgeois. Leur idéal de front unique, c'est finalement ce répugnant enrôlement des prolétaires au service d'un camp bourgeois que fut la Résistance. Quant aux trotskistes — principalement la LCR — ils imposent au nom du front unique compris comme l'unité avec les partis réformistes — et entre les partis réformistes — notamment sur le terrain parlementaire et gouvernemental, la soumission aux positions de l'opportunisme et à la discipline de ses organisations (rien hors des syndicats !) comme un préalable à la lutte. Ils en ferment l'accès aux prolétaires déjà à demi détrompés, à qui on conseille au nom de l'unité de se remettre un bandeau sur les yeux. Quelle sottise, ou quelle hypocrisie, d'attendre ensuite d'eux qu'ils « prennent conscience » dans la lutte, après avoir tout fait pour leur brouiller les idées, et les persuader que leur seule chance de salut réside dans leurs pires ennemis !

Aujourd'hui, de même que Lénine et Trotsky, au III^e Congrès de l'IC, appelaient à l'action les « professeurs rouges » qui faisaient de la lutte contre l'opportunisme un « sport » surtout verbal, nous maintenons le besoin de cette activité minimale, obscure, ingrate, et la plus largement ouverte à tous les prolétaires contre tous ceux qui la dédaignent ; ceux pour qui toute revendication partielle qui ne met pas en avant les buts généraux de la classe tombe dans le péché d'« économisme », et qui sont incapables de voir que le parti peut et doit se distinguer aussi sur ce terrain — parce qu'en réalité, ils croient plus ou moins l'opportunisme capable d'assurer la défense immédiate des ouvriers.

Ces questions de conception générale de la tactique du front unique une fois rappelées, nous verrons dans un prochain article comment on peut concevoir cet outil dans les conditions historiques fondamentalement différentes d'aujourd'hui.

(3) « Discours au V^e Congrès », Programme communiste n° 53-54.

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 23 DE EL OUMAMI N° 7 (déc. 79)

EN LANGUE FRANÇAISE

- 25 ans après l'insurrection du 1^{er} nov. 1954 : que la classe ouvrière dise enfin son mot !
- La lutte des foyers dans une phase difficile.
- Maroc : une « opposition » en or...
- Immigration : la position honteuse du PRM et des trotskistes.
- La question syndicale en Tunisie.
- L'évolution du secteur autogéré en Algérie.
- L'enjeu du Sahara.
- La question des libertés politiques (2^e partie).
- Critique des « Fedayin » iraniens.
- Au Nicaragua, les sandinistes à l'œuvre.

EN LANGUE ARABE

- Thèses de l'Internationale sur le rôle du Parti.
- Immigration : Notre tract à la manifestation du 1^{er} décembre.

*

il programma comunista

*

el proletario

*

Kommunistisches Programm

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

- A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit les 11 février, 10 mars, etc., de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

- A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
- A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 2 et 16 février, etc.
- A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.
- A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, soit les 3 et 17 février, etc.
- A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 3 et 17 février, etc.
- Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleury le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 20 janvier, 3 et 17 février, etc.
- A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.
- A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 3 et 17 février, etc.
- A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 3 février et 2 mars, etc.
- A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois, soit les 26 janvier, 9 et 23 février, etc.
- A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
- A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 17 février, 16 mars, etc.
- A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.
- A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 27 janvier, 10 et 24 février, etc.
- A Valence : le 3^e dimanche de chaque mois de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 17 février, 16 mars, etc.

EN SUISSE

- A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52020